

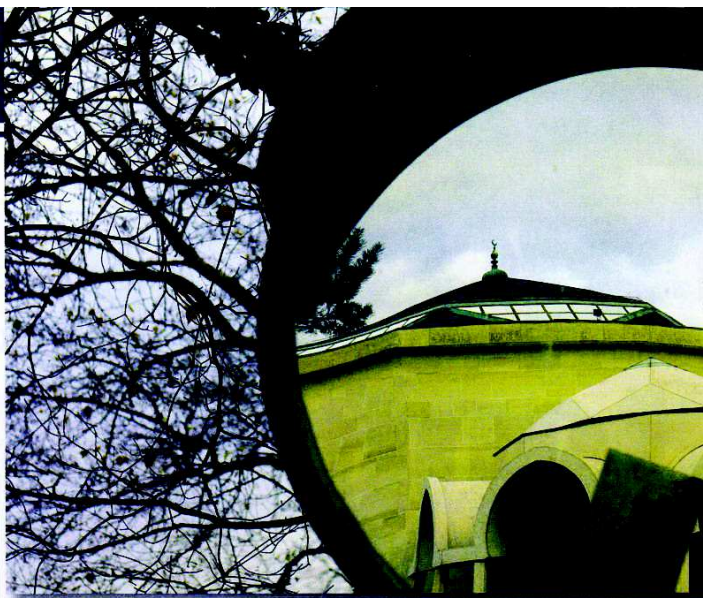
→ l'identité des Suisses. Il parle d'«agir communicationnel», pour reprendre une œuvre-phare du sociologue allemand Jürgen Habermas. «La femme en burqa a été assimilée à Al Qaida», analyse Abbadi. Il avance que la Suisse est un pays démocratique et que les musulmans de ce pays devaient contrecarrer leurs opposants en se manifestant. «On oublie que 43% ont tout de même voté contre l'interdiction.»

Le cas saoudien

Nadia Yassine préfère s'en référer à un sociologue français : «Pierre Bourdieu disait : la violence symbolique est nettement supérieure à la violence tout court.» La fondatrice et dirigeante de la branche féminine d'Al Adl Wal Ihsane se dit étonnée que la bombe soit arrivée de Suisse. «Cela m'aurait moins étonné si c'était la France. C'est une gifle à laquelle on ne s'attendait pas du tout.» Et d'étayer : «La qualité des musulmans de Suisse n'est pas sujette à l'extrémisme. Ce ne sont pas les musulmans de Belgique ou de Hollande, qui sont plus enclins à écouter les discours extrémistes». Une réflexion que l'islamologue Mohamed Darif tue dans l'œuf. «Cela n'aurait jamais pu arriver en France ou en Hollande, car la procédure de vote est beaucoup plus compliquée». Si le vote a donc bien eu lieu en Suisse, c'est parce que le système constitutionnel du pays facilite ce type de référendum. Darif ajoute que la Suisse est le seul pays d'Europe et du monde ayant un régime d'assemblée, car c'est le Parlement qui gouverne. Force est de constater que le Maroc joue la carte de la vigilance.

Pourrait-on imaginer au Maroc un vote qui serait favorable à la construction de nouvelles cathédrales ou au bruit des cloches ? «Nous avons pris la décision de ne pas faire sonner les cloches parce que nous sommes une minorité», tranche celui qu'on appelle Monseigneur Landel à Rabat. Cet évêque qui représente la plus haute autorité religieuse francophone du Maroc précise qu'il est «fatigué d'être toléré, mais je veux être accueilli». Monseigneur Landel se demande pourquoi personne n'évoque le cas de l'Arabie Saoudite qui ne permet pas aux chrétiens de faire la prière sur ses terres. «L'Arabie Saoudite n'est pas un exemple en matière de liberté politique et sociale. Au nom de la religion, cela n'est pas admissible. Le régime saoudien trahit beaucoup plus l'islam qu'il ne le représente», a répondu Tariq Ramadan sur France Info le 30 novembre dernier, tentant ainsi de prôner un respect mutuel des religions. Depuis le 11 septembre 2001, les néoconservateurs ont instrumentalisé la religion afin d'alimenter un nouveau discours qui a été légitimé à travers les attentats du 11 mars 2004 à Madrid. Le référendum suisse n'est finalement que l'incarnation des idées de la droite extrémiste européenne. La droite helvète n'a pas évalué l'impact de ce choix car une grande manne financière qui atterrit en Suisse est de couleur verte.

HICHAM BENHANI



Les minarets de la discorde

Suite au référendum en Suisse, les musulmans et responsables associatifs de la Seine-Saint-Denis, une banlieue du nord de Paris, nous font part de leurs sentiments à chaud. Reportage.

RER B, zone 3, à 2 stations à peine de la Gare du Nord, derrière cette «frontière» invisible qui sépare Paris de sa banlieue. C'est le 93, le département de la Seine-Saint-Denis. Le ciel est aussi gris et pluvieux qu'au dessus de la capitale : normal, on n'en est pas loin. Et si les façades des immeubles y sont un peu moins belles, il faut le concéder, la propreté des lieux ne fait pas défaut.

D'emblée, la diversité des passants est frappante. On y croise des visages de tous types, métissés ou non. Mais aucun signe de tension et encore moins de violence entre les différentes communautés qui se côtoient et se fréquentent au quotidien, contrairement à ce que véhiculent bon nombre de clichés.

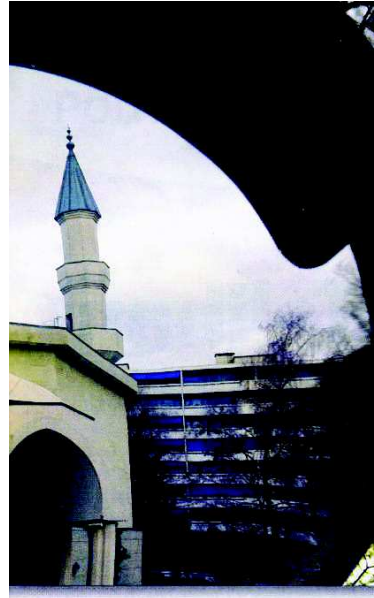
L'ambiance de stress qui caractérise la capitale se fait déjà moins sentir, il y a comme un flottement agréable dans l'air. Les gens sont aimables, souriants, moins pres-

sés et renseignent volontiers ceux qui sont de passage, quitte à les accompagner un bout de chemin. On entend différentes langues, des accents, ou pas justement. Certains ne comprennent pas bien le français.

Dans les ruelles, bazars et épiceries alternent avec un «salon de coiffure ethno-européen», un magasin de disques tenu par des Indiens ou un restaurant tenu par des Turcs, sans compter évidemment les nombreux guichets des banques françaises et les grandes chaînes de supermarché qui y ont également toute leur place.

Alors que dans les médias la polémique, suite au résultat positif du référendum sur l'interdiction des minarets en Suisse, fait rage, tout semble a priori paisible dans le 93, ce département qui compte le plus grand nombre de musulmans dans tout le pays.

Karima, Marocaine de 40 ans ayant récemment obtenu la nationalité française,



«Il n'y a pas de meilleur produit vendeur que la peur : on construit un ennemi intérieur à défaut d'un ennemi extérieur».

ce vote ? Comment interpréter et expliquer le vote des Helvètes ? Y a-t-il un danger de voir une procédure similaire aboutir dans l'Hexagone ?

D'après M'hamed Henniche, secrétaire général de l'Union des associations musulmanes de la Seine-Saint-Denis (UAM93), le débat sur les minarets, lancé dès l'été, n'a pas été pris assez au sérieux, mais «ce week-end, c'était le choc, surtout vu le taux de participation et le pourcentage de «oui». C'est un signal qu'il ne faut pas banaliser. Et la situation se dégrade dans toute l'Europe. Minarets, voile, burqa, identité nationale : les musulmans sont les principaux concernés. Il y a un repli et, avec la crise, certains politiques ont tendance à jouer sur la peur. Or, il n'y a pas de meilleur

pays musulmans, notamment au Maghreb, il y a des églises, et qu'à cet égard, «ce référendum pose problème dans un monde où on appelle au dialogue des cultures.»

L'islam sous tension

Cependant, Henniche nuance : «Je pense que les musulmans ne font pas assez pour donner une bonne image d'eux-mêmes. On ne s'intéresse malheureusement qu'aux problèmes communautaires. Sur d'autres plans, on est absent, on ne nous voit pas, on ne nous entend pas et on paye cette absence». Selon lui, la communauté musulmane de France devrait s'intéresser davantage à des sujets autres que la mosquée, le ramadan, l'aïd, les abattoirs, «pour que les Français non-musulmans voient

se veut d'ailleurs rassurante et optimiste : «Ce vote m'a interpellée, mais j'ai confiance en l'être humain. Il y a un amalgame, une peur de l'islam, mais il y a des gens suffisamment intelligents pour savoir que l'islam est une religion qui n'a rien à voir avec des attentats par exemple.» Même son de cloche chez Mohamed, 45 ans, originaire de Tétouan : «C'est pas méchant, c'est normal, ça ne me choque pas davantage. Les médias ont besoin d'en faire tout un scandale. Le plus important dans une mosquée, c'est que c'est un lieu de prière. Il ne faut pas s'arrêter sur ça. Ce sont les Suisses!»

Instrumentalisation politique

Pour le jeune Réda aussi, le résultat du référendum est à relativiser : «C'est l'islamophobie qui s'installe. Les minarets ne gâchent pas la vue, c'est esthétique et il n'y a pas d'appel à la prière. Mais ça ne m'inquiète pas, ce ne sont que des minarets, il ne s'agit pas de la liberté de culte. De toute façon, j'ai entendu des gens de l'UMP et du PS s'exprimer contre cette interdiction.» A ses côtés, un homme d'un certain âge, d'origine maghrébine comme lui, continue : «C'est leur pays : chacun dirige son pays comme il veut».

Une mère de famille effectuant des achats dans une épicerie avoue cependant qu'elle aurait préféré que le résultat soit différent : «J'ai été déçue», dit-elle. Mais que pensent globalement les musulmans de France de

produit vendeur que la peur : on construit un ennemi intérieur à défaut d'un ennemi extérieur.» De l'inquiétude et beaucoup d'interrogations donc à ce sujet.

Les résultats de deux enquêtes d'opinion réalisées par Ifop et BVA après le référendum suisse témoignent en effet d'une crispation des Français à l'égard de l'islam. A la question : «Êtes-vous favorable à l'interdiction de minarets?», une majorité (46%) a répondu «oui», contre 40% de non, 14% ne se prononçant pas. Par ailleurs, 44% des sondés jugent la religion musulmane plus inquiétante que les autres religions.

Sami El Gouddi, membre de l'UAM93 et secrétaire général des musulmans de Pantin explique qu'en France, l'interdiction des minarets se produit en amont : «Avant la construction d'une mosquée, certains politiques se montrent très réticents à l'égard des minarets et émettent dès le début une sorte de condition. Pour qu'il y ait autorisation, on se met d'accord d'emblée pour qu'il n'y ait pas de demande de minaret. Généralement, ça se passe comme ça, plus en douceur.» On ne le dit donc pas ouvertement pour éviter de ramener le débat sur la sphère publique mais, de facto, «les conditions restent dictées par le politicien».

Quant au cheikh Meskine Dhaou, imam de la mosquée de Clichy-sous-bois et ancien secrétaire général du Conseil des imams de France, il tient à rappeler que dans plusieurs

en nous des gens qui s'intéressent à tout, qui sont comme eux». Et de conclure : «certains tiennent des discours dépassés, d'un autre âge, qui peuvent choquer la société française. Il faut un travail sur nous-mêmes, sur notre discours».

C'est aussi dans ce sens qu'abonde Rachid Kaci, sous-préfet de la région Champagne-Ardenne, qui n'est pas surpris par le résultat en soi «étant donné l'ambiance générale dans le monde occidental autour de la question de l'islam. Tous les sujets concernant cette religion sont traités à tort avec beaucoup de tension, de craintes». Rachid Kaci pense que la responsabilité est partagée. «Cette majorité silencieuse de musulmans qui pratiquent leur culte de manière sereine et tout à fait respectueuse de la laïcité pourra changer l'image de l'islam.»

Ironie du sort, après des années de lenteurs et de ralentissements, c'est dans ce contexte que la Grande Mosquée en construction à Strasbourg pourra enfin demander et obtenir l'autorisation d'édification d'un minaret. Quelques jours après le référendum en Suisse, l'actuel sénateur-maire Roland Ries confirme en effet sa position : «Je n'ai pas d'hostilité, je suis même favorable à la construction d'un minaret pour cette Grande Mosquée, avec l'objectif d'assurer la visibilité de l'islam, dans la cité, dans le respect des règles de l'urbanisme.»

AMINA BOUBIA